



Dr. Olivier Buirette

La rentrée politique en France a été marquée sur le plan intérieur par une vague de contestations contre la loi travail du gouvernement d'Edouard Philippe. Sur le plan extérieur, le président Macron a incontestablement mis l'accent sur la relance de la construction européenne. Après diverses annonces en ce sens - lors d'un voyage en Grèce le 7 septembre, durant un discours à la Sorbonne le 26 septembre, et pendant le sommet européen de Tallinn en Estonie le 29 septembre -, l'accent a été mis sur cette volonté de relance évoquée dès l'élection du nouveau président. En effet, après la réélection d'Angela Merkel lors des élections législatives allemandes de l'automne 2017, la nature du couple franco-allemand pour les années à venir est connue même si l'entrée, jugée traumatisante, de plus de 90 députés de l' AfD (Alternative für Deutschland) - par-

Le couple franco-allemand après le sommet de Tallinn : vers une relance européenne ?

ti populiste situé à l'extrême droite du spectre politique - comptera sans doute dans la vie politique allemande étant donné que c'est la première fois que l'extrême droite revient au Bundestag depuis 1933. Emmanuel Macron l'a rappelé maintes fois depuis le début de son mandat, si relance européenne il y a, elle passera par une relance du couple franco-allemand pour ensuite - l'espère-t-on - relancer l'ensemble des autres pays membres.

Entre une crise économique qui n'en finit plus, le Brexit et les pays d'Europe centrale qui sont devenus des champions de l'euro-scepticisme, les chantiers ne vont pas manquer au tandem Macron-Merkel. En tout état de cause, le président français s'est clairement prononcé pour une Europe « à plusieurs vitesses » autour d'un couple franco-allemand « consolidé ». On

notera que cette concession, que refusait son prédécesseur François Hollande, a été obtenue et a eu la faveur de l'Allemagne. En effet, le concept d' « Europe à plusieurs vitesses » est ici un constat de la part du gouvernement français qui a permis de ramener l'Allemagne vers cette idée de relance entre Paris et Berlin.

Les choses semblent donc bien parties même si la chancelière émet encore des réserves sur le projet français de gouvernement économique de la zone euro avec un ministre et un budget propres, contrôlés par un parlement et les membres de l'Union européenne (UE). Mais, après un sommet de Tallinn encourageant, les deux chefs d'État ambitionnent de se revoir en décembre prochain. Cette relance s'annonce d'autant plus urgente que des problèmes continuent à se présenter pour l'UE. Après la crise fi-

nancière et de l'euro ainsi qu'après la crise grecque et migratoire, voilà qu'une vague indépendantiste rejailli avec la proclamation de l'indépendance de la Catalogne qui pourrait faire tache d'huile dans la péninsule ibérique et relancer les souhaits indépendantistes de l'Écosse dans le cadre d'un Brexit à l'issue de plus en plus incertaine. Quelques mois après les premiers signes donnés en mai par le président français puis après cette clarification en automne à la suite des élections allemandes, tout semble au point pour que l'EU reprenne un nouveau souffle. Nous ne pouvons que formuler des vœux pour que cela aboutisse rapidement, car une fois encore la réponse à tous ces problèmes ne pourra que passer par une sortie par le haut, c'est-à-dire par une réaffirmation des Européens de leur volonté de vivre ensemble.

Des sanctions inutiles face à la « puissance de dissuasion » de Pyongyang ?

Depuis le mois d'août, le monde guette avec attention l'évolution de la situation, de plus en plus tendue, entre les États-Unis et la Corée du Nord, craignant l'éclatement d'une guerre nucléaire. En effet, les sanctions onusiennes - en vigueur depuis longtemps contre Pyongyang - semblent totalement inefficaces face au régime de Kim Jong-un qui a mené en septembre dernier un sixième test nucléaire.

Après de nouveaux essais de missiles balistiques en juillet, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) a voté de nouvelles sanctions contre le régime nord-coréen, espérant placer le régime en difficulté financière et le freiner dans sa course au nucléaire. Ces sanctions, prononcées le 5 août dernier, concernaient notamment l'exportation de charbon, de fer et des produits de la pêche depuis la Corée du Nord.

Loin de l'effet escompté, les sanctions semblent briller de leur inefficacité ; notamment lorsque le 3 septembre dernier, la République Démocratique Populaire de Corée (RDPC) surprend une nouvelle fois le monde avec un test nucléaire doté d'une puissance sans précédent. Les attaques, pour le moment verbales, ont alors repris entre Kim Jong-un et Donald Trump qui rappelle dans un tweet daté du 7 octobre qu' « une seule chose marchera » pour stopper le régime nord-coréen. De son côté, Kim Jong-un vantait le même jour la « puissance de dissuasion de la République Démocratique Populaire de Corée » lors d'une réunion du comité central du Parti des Travailleurs. Le huitième train de sanctions adopté en août dernier est donc loin d'avoir eu l'effet attendu, mais a tout de même été complété le 11 septembre par une nouvelle résolution du Conseil de sécurité qui comprend notamment une interdiction sur les gaz naturel et dérivé.

Il faut dire que Kim Jong-un, ce jeune dirigeant élu en juin 2016 à tout juste 33 ans, a assis son pouvoir sur le développement à la fois économique et nucléaire du



pays. Cette ligne politique portant le nom de *Byunjin* a pris la place de la stratégie de *Songun*, axée sur le rôle de l'armée, qui était suivie par son père et son grand-père. Dès son élection en 2016, Kim Jong-un a été placé à la tête de la Commission des affaires de l'État, une nouvelle institution créée rien que pour lui et qui lui octroie un condensé de tous les pouvoirs puisqu'il se trouve ainsi à la tête du parti, du gouvernement et de l'armée.

Mardi 10 octobre dernier, quatre navires suspects de contenir des produits visés par le dernier train de sanctions ont été bloqués et « interdits de ports », une première dans toute l'histoire de l'ONU. Cependant, avec ces derniers remous, la Corée du Nord a obtenu l'effet de terreur voulu et montre une nouvelle fois qu'elle maîtrise le calendrier. En effet, alors que la Russie et la Chine essayent de s'imposer comme médiateurs, les diplomates internationaux affichent désormais clairement leur préoccupation, ne sachant à quoi s'attendre, ni d'un côté ni de l'autre.

D'autant plus que Trump remet également en question l'accord sur le nucléaire conclu en 2015 avec l'Iran. Il a ainsi refusé la semaine dernière de certifier l'accord, laissant 60 jours au Congrès américain pour décider de rétablir ou non les sanctions à l'égard de l'Iran, « une double faute », selon l'ancien président français François Hollande. Lors d'un discours prononcé le 17 octobre à Séoul, François Hollande a ainsi exprimé son désaccord avec les dernières décisions de Donald Trump, attirant l'attention sur les risques d'une diplomatie imprévisible qui peut vite « conduire à l'irrationalité ».

* Solène Poyraz

Le Kirghizstan au lendemain de l'élection présidentielle

Patrie d'anciens nomades, république montagneuse, aux confins sud de l'ancienne Union soviétique, le Kirghizstan détient une place singulière en Asie centrale. Encore méconnu du grand public, ce pays est peuplé de près de six millions d'habitants et dispose de réserves d'hydrocarbures et de matières premières permettant son essor depuis son indépendance en 1991. Le 15 octobre dernier, les Kirghizes étaient appelés à élire leur sixième président de la République. Un scrutin aux enjeux multiples tant pour la santé démocratique de ce pays que pour les enjeux géopolitiques et géostratégiques transnationaux.

Cette élection était avant tout un test. Un test pour un pays qui détient la 136^e place sur 176 en terme de corruption d'après Transparency International et où les souvenirs des soulèvements populaires ayant conduit au renversement des deux présidents Askar Akaev en 2005 et Kourmanbek Bakiev en 2010 raisonnent encore dans les esprits. Ce scrutin a été l'occasion d'observer, pour la première fois dans l'histoire du pays, un changement d'exécutif se produire de manière apaisée.

Après des semaines de campagne, un multipartisme incarné par onze candidats, dont trois anciens Premiers ministres, plus de trois millions de Kirghizes ont été appelés à voter. Cela tend à confirmer la relative bonne santé démocratique du Kirghizstan dans une région où les dérives autoritaires et la gérontocratie sont les pratiques privilégiées.

Néanmoins, le nouveau président Sooronbai Jeenbekov étant soutenu par le président sortant, la Constitution mettant à mal l'indépendance des juges et la suprématie du droit international, et le clivage nord-sud restant par ailleurs

persistant en raison des difficultés du pouvoir central à prendre la main sur les élites politiques et la criminalité organisée qui foisonne dans la partie sud du pays, la situation politique reste à surveiller. D'autant que l'enjeu islamiste n'épargne pas ce pays et donc sa stabilité intérieure. En effet, même s'il existe un important courant laïc promouvant l'islam national kirghiz, plus d'une centaine d'institutions islamistes officient en parallèle dans le pays. À titre indicatif, le nombre de mosquées est passé de 39 à plus de 2700 depuis l'indépendance du Kirghizstan. Réaffirmation religieuse ou marche vers le fondamentalisme ? Épineuse question qu'il convient sans doute d'étudier à l'aune de la multiplication des associations religieuses composées de la partie la plus religieuse de la jeunesse

kirghize, du rôle croissant du mouvement rigoriste Tablig al Jammal et du départ d'environ 850 personnes pour rejoindre les camps de l'organisation État islamique en Irak et en Syrie depuis le début des bouleversements régionaux en 2011. Le nouveau président aura donc à gérer les difficultés éco-

nomiques, les divisions interethniques et le terrain glissant de l'islamisme à gérer au niveau interne. Mais ces sujets ont également des répercussions sur les plans régional et international. Le conservatisme religieux et ses dérives latentes pourraient prospérer - au grand dam du partenaire chinois -, le nouveau président ayant bénéficié du vote des conservateurs musulmans, au premier rang desquels son frère, et du soutien des pays du Golfe implantés dans le pays par de nombreux programmes d'aides et la Banque islamique.

* Kymet Altan

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhuiturquie.com

